

Impac

Impac n° 159 - Décembre/Janvier 2014

Journal des Travailleurs des Industries du Livre du
Papier et de la Communication CGT • CPPAP : 0715 S 07535



RESISTANCE

ÉDITO

QUE LE JOUR SOCIAL SE LÈVE !

La nuit est tombée sur la présidence de Hollande. La pièce de boulevard qui se joue sur l'avant-scène médiatique, nommée « Pacte », porte un tout autre titre. Il s'agit de l'évacuation de la question sociale.

Le « Pacte » ? C'est le nom d'un engrenage sans fin qui entraîne la fin des cotisations des patrons aux caisses sociales. Elles passeraient à la charge des salariés, actifs, chômeurs et retraités. A commencer par les allocations familiales. Gattaz le répète, la seule contrepartie possible, c'est remercier le patronat d'accepter que le peuple d'en bas ait l'honneur de payer l'impôt et la Sécurité sociale à la place des employeurs. Le massacre des innocents - les salaires - est ainsi perpétré.

Le président élu considère qu'il n'y a pas lieu de traiter le chômage, mais à l'inverse d'en faire crédit sous forme d'exonérations au patronat. Telle est la politique européenne convenue. Les 5 millions de chômeurs et les 10 millions de précaires instruisent à charge le système du profit et de la rentabilité à tout prix. Hollande et Gattaz n'en ont cure. C'est bien clair, il ne s'agit pas de faire reculer le chômage, mais de distribuer sous forme de dividendes les économies réalisées sur la masse salariale.

Voilà la banalité du mal libéral. Depuis 1984, le patronat

répète: « L'austérité d'aujourd'hui fera les profits de demain et les emplois d'après-demain. » Trente ans déjà... Trente ans que les employeurs construisent le chômage de masse. Trente ans qu'ils bâtissent la démoralisation et la destruction de la solidarité sociale...

Apparu aux élections européennes il y a trente ans, le Front national se donne pour l'alternative à cette entreprise de négation sociale. Il apporte d'autres négations, charriées dans les égouts de l'extrême droite. En lieu et place de l'intérêt des salariés, le Front national, qui s'avance masqué, propage la haine de l'immigré et substitue le nationalisme à la question sociale. Voilà qui réjouit le patronat. Idéologie supplétive du libéralisme, le lepénisme entreprend la pulvérisation de la question sociale en races et identités nationales.

L'offensive libérale Gattaz-Hollande et l'agitation raciste du FN se déroulent sur fond d'hésitation sociale. C'est que la peur du chômage tenaille. Elle n'aura qu'un temps. Nous avons le pouvoir de faire se lever le soleil si nous passons toute notre énergie à la construction d'une mobilisation unitaire contre l'extrême droite et l'austérité qui la nourrit. ▲

Jean Gersin, Marc Peyrade

***Le Cabinet d'expertise et de Conseil engagé aux côtés
des seuls élus du personnel et de leurs organisations syndicales***

Nous pouvons vous assister pour :

- ▶ Favoriser la compréhension de la situation économique de l'entreprise et de son groupe d'appartenance



- ▶ Accompagner les échanges avec les salariés et leurs organisations syndicales
 - ▶ Susciter des actions réfléchies et critiques sur les stratégies actionnariales
 - ▶ Analyser les situations de travail
- ▶ Analyser les logiques industrielles et les choix d'investissements
- ▶ Approcher les problématiques sociétales et les logiques de territoires

- ▶ Analyser les politiques de prévention et de gestion des risques professionnels
- ▶ Etude des politiques de rémunérations et de formation



Principales missions possibles d'assistance aux élus du personnel (art. L 2325-3 et L 4614-12 du Code du travail)



- ▶ **Examen annuel des comptes, des documents prévisionnels et assistance à la commission économique**
- ▶ **Expertises portant sur les risques graves et les projets importants**
- ▶ **Procédure d'Alerte et projet de licenciements économiques**
- ▶ **Comptabilités des Comités d'Entreprises et Organisations Syndicales ; Commissariat aux comptes**
- ▶ **Analyse des stratégies économiques et sociales des groupes**



METZ (siège social)

1 avenue Foch - BP 90448
57008 METZ Cedex 1
Tél : 03.87.17.32.60
Fax : 03 87 15 79 56

VICHY

78 Rue de Paris - BP 82304
03203 VICHY Cedex
Tél : 04.70.96.06.97
Fax : 04 70 31 85 05

PARIS

83, avenue Philippe Auguste
75011 Paris
Tél : 01 55 25 77 77
Fax : 01 55 25 22 46



RÉSISTANCE

Organiser la mobilisation unitaire contre l'extrême droite et l'austérité qui la nourrit !

L'arrogance de l'extrême droite est sans limites. Dans la rue, sur les médias traditionnels et sur le net, elle alimente en bo-bards provocateurs sa politique subversive. Exhumant un antisémitisme inouï depuis l'Occupation sans renoncer à un racisme anti-immigrés, un nouveau personnel fasciste réhabilite une idéologie de la haine tout azimut, qui emporte l'adhésion d'une partie de la droite catholique et traditionnelle.

Le Front national s'en prend directement à la CGT en manipulant certains esprits faibles, qui confondent lutte sociale et croisade raciste contre les travailleurs immigrés. Cette idéologie a été au pouvoir sous l'Occupation et en Algérie française. Seule l'enveloppe est rajeunie. Le Front national prétend représenter les ouvriers, quelle manipulation ! Il récupère toutes les déceptions et toutes les haines de la tradition d'extrême droite.

Attendre les résultats des élections de mars et de juin prostrés dans l'inquiétude, ou agir ? La nourriture de l'extrême droite et de ses variantes de droite, c'est d'abord un capitalisme qui ne prend même plus la peine de faire semblant. Il ne remplit pas les tâches sociales élémentaires du système dominant. Il génère sans souci les inégalités, la pauvreté, le chômage, la précarité et la peur du lendemain. Mais ce qui permet à l'extrême droite de vociférer sans rien démontrer, c'est la trajectoire de celui qui a recueilli les voix de la gauche à l'élection présidentielle.

Le Pacte de responsabilité, c'est le programme économique du Medef et la bonne aubaine pour le FN

L'entreprise de démolition sociale intitulée Pacte de solidarité ne peut vivre qu'à deux

conditions. 1. D'une part, que le chômage de masse et la précarité continuent de dissuader et de faire peur. 2. D'autre part, que le mensonge de la nécessité de ce massacre soit mille fois répété, colporté par mille médias domestiqués.

En voici les mots. Les maux...

Le Pacte

C'est une reprise intégrale du programme de l'Association française des entreprises privées (AFEP), un super-Medef qui a rendu public son cahier revendicatif fin 2012. Toutes les mesures Hollande y sont. (Voir le site <http://www.filpac-cgt.fr/spip.php?article6440>.)

Responsabilité

Qui est irresponsable ? Les exemples abondent... La faillite toute fraîche de Dexia, la banque franco-belge des collectivités territoriales, a coûté 6,6

→ milliards d'euros aux contribuables. Sauvé de la faillite par les Etats belge et français à l'automne 2008, le groupe Dexia a été durement frappé par ses spéculations et la crise financière, d'où un second sauvetage en octobre 2011. Trois de ses dirigeants viennent de se décerner une augmentation de 30 % au 1er janvier 2014, soit 450 000 euros ! Dassault, cinquième fortune du pays, connaît les infortunes de la mévente du Rafale, la Rolls Royce volante. Le Drian, ministre de la Guerre en Afrique, décerne fin décembre, en plein Pacte, un lot de consolation au groupe, 1 milliard de subventions ! Et c'est ceux-là qui nous font la morale...

Charges

C'est un mot de procureur, ou de juge d'instruction, pour condamner le salaire, qui causerait tous les dégâts du déficit de compétitivité. C'est un acte de mise en accusation de ceux pour qui la Sécurité sociale est « le bien de tous ceux qui n'ont pas de biens », pour qui le salaire est la seule source de revenus. Charges, c'est la calomnie du rentier et du propriétaire contre le salarié. « Salauds de pauvres »...

Compétitivité

Emprunté au vocabulaire totémique du libéralisme intégral. Définition ? « Faculté qu'ont les patrons de pratiquer un chantage à la baisse les salaires au nom d'une concurrence qu'ils contribuent à détruire par l'établissement de monopoles, la pratique de la mondialisa-

tion et la mise en faillite impitoyable des petites entreprises. » La plus récente réussite de ce chantage est l'ANI de janvier 2013, transposé en loi de juin 2013, qui a donné le feu vert à la destruction en toute impunité de milliers d'emplois.

Coût du travail

Cette expression intentionnellement méprisante des banquiers et des industriels vise à administrer leurs vérités premières.

D'une part, le travail est un fait insupportable pour des employeurs qui ont vu la possibilité de faire fructifier leurs capitaux sur les marchés financiers.

D'autre part, pour les malheureux patrons obligés de passer par le secteur industriel et commercial pour faire des profits, la mondialisation heureuse leur permet de mettre en concurrence les travailleuses du Bangladesh avec les salariés du textile du Puy-de-Dôme, les métallurgistes mexicains et roumains avec ceux de Montbéliard ou de Rennes.

Enfin, l'existence d'un travail humain rétribué est insupportable pour ceux des patrons qui voient se développer une révolution numérique qui leur permet de se passer d'intervention humaine. La guerre contre le coût du travail, c'est le crépuscule du système.

Crise

Les mots du « gros mensonge » sont là pour en masquer la profondeur. Le système financier

s'effondre en 2007-2008 et la Banque se tourne vers l'Etat pour éviter la faillite. Bonne fille avec l'argent des salariés, l'Etat renfloue le tout. Mais la gale s'est étendue à tout le système économique...

L'industrie aussi est guidée par la finance. Pendant que l'argent public afflue dans les coffres-forts de la Banque, l'industrie s'effondre faute de marchés lucratifs. Soit elle fuit vers les pays émergents en passe de devenir dominants, soit elle survit en écrasant les salaires et l'emploi. Les maîtres et les commandeurs du système maintiennent le pays et l'Union européenne dans un état de dépression salariale et de dévaluation de l'emploi tant que des marchés porteurs de gros profits ne se présentent pas.

La contrepartie première du « Pacte de responsabilité » Hollande-Gattaz, c'est le boulevard offert au Front national. A transformer les exigences du patronat en orientation gouvernementale, Hollande s'en prend à ceux d'en bas, ceux qui l'ont élu, et donne raison au FN qui trace un trait d'égalité entre PS et UMP. Le désastre est annoncé dans les chiffres du chômage, dans l'opinion et dans les urnes. Ce désastre n'est pas le nôtre.

***Et maintenant ?
Organiser la mobilisation unitaire contre l'extrême droite et l'austérité qui la nourrit !***

Le patronat ne rencontre que des luttes locales, lui qui agit



à l'échelle internationale et qui se moque de toute responsabilité sociale. Pour les propriétaires, rentiers, banquiers et financiers, l'heure est venue d'en finir avec la protection sociale et les cotisations qui leur ont été imposées à la Libération. Libres d'utiliser tous les paradis fiscaux en toute légalité, ils s'en prennent à la moindre survivance de la légalité sociale. Ils veulent tout, tout de suite.

Le syndicalisme est à un tournant. Dans l'agenda gouvernemental fait de pseudo-négociations, il est censé se comporter en « partenaire social » réduit à balayer les dégâts des licenciements massifs, de la croisade contre le salaire – le coût du travail – et le chômeur et pour les profits. Il est sommé d'entrer dans l'union sacrée pour la compétitivité. Ou de se voir opposer un refus massif de la moindre négociation nationale. Après le « Pacte », le syndicalisme devra attendre sagement, muet, le résultat du désastre électoral à venir.

Alors ? Nous nous laissons gagner par la démoralisation, la déprime, nous qui n'avons pas digéré l'issue des manifestations de 2010 pour les retraites, nous qui avons enregistré un nouveau recul sans bagarre réelle avec la désindexation des pensions et la barre montée à 43 annuités ? Ou bien nous nous engageons à remonter le tas de sable, malgré les obstacles ?

La mobilisation unitaire n'existera que si elle combat l'austérité !

Le pacs Gattaz-Hollande, baptisé « pacte de responsabilité », est le premier produit dopant de l'extrême droite. Le président a transformé l'espérance de gauche en technique de gestion des affaires du capitalisme à l'heure d'une seconde crise de 1929. Ce faisant, il discrédite la vocation du suffrage universel et du débat politique, et il accrédite la campagne majeure du national-lepénisme contre l'« UMPS ». Gattaz répète qu'il n'y aura pas de contrepartie au transfert des cotisations patronales vers les salariés... Hollande ne le dément pas...

Vaincre le chômage, ce n'est ni la chasse à l'immigré du FN ni la chasse au chômeur de Gattaz-Hollande

Le fonds de commerce de l'extrême droite demeure plus que jamais la campagne raciste contre l'immigration. Hollande n'y répond pas quand il organise en ce moment la chasse au chômeur. Comme l'extrême droite désigne l'immigré comme bouc émissaire, le système économique présidé par Hollande-Gattaz rend le chômeur responsable de l'être. L'une voudrait expulser les immigrés, l'autre veut « inciter » le chômeur à prendre n'importe quel job, même à 1 euro, comme en Allemagne soumise aux lois Hartz.

C'est d'un vaste mouvement unitaire contre l'extrême droite dont nous avons besoin. Ce n'est pas parce que l'extrême droite parade qu'elle

va parvenir, de façon inéluctable, au pouvoir ! Plus une seule occasion ne doit être perdue.

Que faire ? Répondre à la hauteur des périls par la mobilisation unitaire !

Mais nous connaissons le piège de la situation : le parti au pouvoir voudrait une union sacrée contre l'extrême droite comme couverture de sa politique d'austérité. Or nous, nous avons besoin de marcher sur deux jambes. **On ne fera pas l'unité en oubliant l'austérité.**

Voilà pourquoi la mobilisation à construire combinera la lutte contre l'extrême droite avec les revendications de conquête sociale. Revendiquer le gel des licenciements, la conquête du droit à l'emploi, le nivellement des inégalités par l'impôt sur le capital avec la détermination unitaire contre la subversion d'extrême droite. **Si d'autres confédérations mobilisent, alors la Filpac préconise une attitude unitaire à leur égard.**

En plus du 20 février pour Stora Enso Corbehem et du 6 mars pour la presse, construisons un front unitaire contre l'extrême droite et l'austérité qui la nourrit. La Filpac le propose à toute la CGT et à toutes les bonnes volontés. Résistance veut dire « Créons l'événement, reconquérons la place de la question sociale, évacuée ». Telle est notre tâche, qui ne demande qu'à être partagée. ▲ J. G.

CE QUE NOUS REVENDIQUONS

Front unitaire contre l'extrême droite, le FN et la nébuleuse raciste

Non au pacte Gattaz-Hollande ! Les négociations sur l'Unedic et l'indemnisation des chômeurs doivent porter sur le retour au plein-emploi ! Pas sur les exigences du Medef de payer moins ni sur celles de Hollande de réduire la dépense publique !

Assez du chantage emploi contre salaire. Gel immédiat des licenciements et des plans sociaux ! Embauche des jeunes à la place des contrats au rabais. Une loi contre les licenciements et pour contraindre à l'embauche ! Pour le plein-emploi contre l'économie des rentiers et des financiers. L'emploi est un droit, l'actionnariat un vol !

La Sécurité sociale est à nous ! Non à la privatisation et à la fiscalisation ! Arrêt du transfert des cotisations patronales vers les salariés et abrogation des exonérations des employeurs !

Taxation des dividendes des rentiers, proportionnelle au montant de leur fortune réelle. Récupération des capitaux de l'évasion fiscale pour les verser à la protection sociale. Retour à un impôt démocratique qui taxe les riches à la hauteur de leur tas d'or et qui épargne les plus démunis. La TVA doit être immédiatement ramenée au plus bas.

Ne lâchons plus rien sur les salaires – Les actionnaires pillent les richesses que nous créons ! Egalité immédiate hommes/femmes - le Smic à 1 700 euros net -, augmentation générale des salaires en proportion de la hausse du SMIC. Les capitaux de l'évasion fiscale financeront le tout !



L'intervention de Marc Peyrade au Comité confédéral national de la CGT les 11 et 12 février a reçu l'approbation de la plupart des organisations présentes, unions départementales et fédérations, qui étaient en phase, en accord même avec les perspectives avancées. Preuve que les forces vives de la CGT ont l'esprit de résistance.

COMITÉ CONFÉDÉRAL NATIONAL 11-12 FÉVRIER 2014 INTERVENTION DE MARC PEYRADE, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

« Les tensions auxquelles la CGT est soumise sont telles que les réponses à apporter à notre corps militants ne peuvent pas être différées.

Il y a le feu au lac. Et sacrément ! L'entreprise patronale de déstabilisation syndicale par le droit absolu de licenciement consacré par l'accord ANI de juin 2013 fait des ravages partout.

On nous promet un fascisme au pouvoir pour demain. On nous explique qu'il n'y a pas d'autre

alternative que l'austérité, l'impératif compétitivité-baisse des salaires, et maintenant la chasse aux chômeurs sommés de prendre n'importe quel job. Et on nous enjoint par-dessus le marché de nous ranger derrière la bannière gouvernementale et sa politique libérale, sinon nous ferions le jeu de la nouvelle Jeanne d'Arc, vers laquelle se tendent et se tournent tous les micros et toutes les caméras.

Moyennant quoi, nous ferions bien de passer en mode furtif jusqu'aux élections municipi-

pales et européennes et de faire comme la très réaliste et très intelligente CFDT filer le train au Medef, au pacte de responsabilité en attendant une énième conférence sociale dont on sait qu'elle sera sous la pression d'une procédure parlementaire où le gouvernement engagera sa responsabilité.

Alors quoi ? Attendre les résultats des élections de mars et de juin prostrés dans l'inquiétude, ou agir ?

C'est ici avec les orgas du CCN ➔



que la CGT détermine et valide sa stratégie. En toute indépendance.

Convaincre qu'on peut peser par l'action collective dans la situation, influencer sur le cours de la vie sociale, rebâtir le rapport de forces, ça se communique. Et nous devons être convaincus nous-mêmes que c'est possible, que tout n'est pas déjà joué d'avance. C'est la condition pour retrouver une crédibilité qui s'effrite.

Je veux parler là d'un problème énorme que nous rencontrons tous dans nos organisations, **celui d'une forme de démoralisation que l'intériorisation de la trahison de celui qui a recueilli les voix de la gauche à l'élection présidentielle accentue.** Comme si nous étions liés au gouvernement par un contrat institutionnel.

A présent, l'arrogance de l'extrême droite est sans limites. Exhumant un antisémitisme inouï, sans renoncer à un racisme anti-immigrés, un nouveau personnel fasciste réhabilite une idéologie de la haine tout azimut, qui emporte l'adhésion d'une partie de la droite catholique et traditionnelle. Dans la rue, sur les médias traditionnels et sur le net, elle alimente en bobards provocateurs sa politique subversive.

Dans la période qui s'ouvre, il ne s'agira pas pour la CGT de seulement programmer des journées d'action, mais bien de s'engager à agir.

De notre point de vue, **la CGT se doit d'impulser et de proposer d'urgence un vaste mouvement syndical unitaire contre l'extrême droite et l'austérité qui la nourrit.**

Nous connaissons tous le piège



de la situation : **le parti au pouvoir voudrait une union sacrée contre l'extrême droite comme couverture de sa politique d'austérité.**

Nous, nous devons marcher sur nos deux jambes et on ne fera pas l'unité en oubliant l'austérité.

Voilà pourquoi la mobilisation syndicale à construire doit combiner la lutte contre l'extrême droite et nos revendications de conquête sociale.

Dans ces conditions, nous pensons qu'il est possible de proposer aux autres confédérations un front unitaire contre l'austérité et l'extrême droite. Ce qui permettrait de participer à toutes initiatives unitaires – comme celle du 18 mars - sur une base claire. De nombreuses initiatives sont programmées au niveau des professions et des territoires dans les semaines qui viennent. Elles sont complémentaires et démontrent un climat de lutte sur lequel nous pouvons construire des convergences plus larges.

Pour la Filpac, nous organisons deux rassemblements nationaux, l'un le 20 février à la Défense, siège de l'entreprise Stora Enzo, pour que soit préempté par l'Etat la papeterie de Corbehem, et

l'autre le 6 mars devant le ministère de la Culture et de la Communication, contre les licenciements dans la presse et pour l'avenir d'une information libre et pluraliste.

Actuellement le capitalisme numérique ne ménage aucune « transition », les investissements massifs et la dictature financière qu'il impose précipitent la mort subite d'un nombre croissant de titres. Sans que le bout du tunnel ne soit jamais envisagé, car **le modèle économique est détenu par les géants du net, ce qui ne laisse aucun répit aux sociétés d'information en général et en particulier à celles de la presse écrite.**

Enfin, la Filpac s'inscrit avec les fédérations participant à la commission politique industrielle confédérale dans l'organisation d'initiatives de rassemblements dans les territoires et à Paris, courant avril, pour mettre sur le devant de la scène sociale les enjeux d'une véritable politique industrielle européenne sur la base de la résolution du comité exécutif d'IndustriAll adoptée à l'unanimité en juin dernier. Résolution qui condamne les politiques européennes d'austérité à propos desquelles notre campagne sur le coût du capital nourrit une démarche revendicative offensive. » ▲ M.P



UNE DROITE EXTRÊME D'UN GENRE NOUVEAU

Où l'on voit une nouvelle forme de la droite déferler dans les rues et tenir l'espace public et médiatique et le gouvernement s'enferrer dans un dialogue avec le Medef. La porte est-elle ouverte à une nouvelle droite extrême autoritaire et réactionnaire ?

Vit-on aujourd'hui un retour aux années 30 du XX^e siècle ou quelque chose de fondamentalement nouveau, même si ce nouveau s'inscrit dans la continuité d'une histoire ? D'abord, ne nous y trompons pas, l'extrême droite en France n'est pas née avec Jean-Marie Le Pen et l'utilisation politique qui en a été faite à partir des années 80.

L'extrême droite française, c'est-à-dire la droite nationaliste et xénophobe, est un courant politique qui a toujours existé mais qui ne s'était pas exprimé ouvertement à grande échelle après la Seconde Guerre mondiale, si l'on excepte l'épisode Poujade de 1953 à 1956. Mis à part les petits groupes d'extrême droite, les militants se sont retrouvés dans des mouve-

ments comme les républicains indépendants ou même au sein du RPF gaulliste, où ils représentaient des courants nationalistes qui avaient refusé de collaborer avec les Allemands. La fin de la guerre d'Algérie a également contribué à isoler et à marginaliser l'extrême droite organisée qui devient antigauilliste.

Les années 30, cependant, ne sont pas que celles de la montée du fascisme et de l'autoritarisme. C'est aussi, en particulier en France, la conquête de nouveaux droits politiques et sociaux, notamment grâce au rassemblement des forces syndicales, associatives et des formations de la gauche qui déboucha sur le Front populaire.

La situation entre les deux

guerres et celle d'aujourd'hui ne sont pas comparables. A l'issue de la Première Guerre mondiale, la poussée du mouvement révolutionnaire partout en Europe, par haine de la guerre et des politiques d'union sacrée, mène à la fois à la formation de partis révolutionnaires distincts, de syndicats de luttes de classe et à des tentatives de révolutions prolétariennes dans le bousculement mondial induit par la fin de la guerre, la chute du tsarisme et la victoire des révolutions russes. Les mouvements insurrectionnels sont écrasés dans le sang, notamment en Hongrie, en Allemagne et en Autriche. Mais il reste, à l'ouest de l'Europe, et notamment en Allemagne, un syndicalisme combatif et des organisations, révolutionnaires ou réformistes, comme on disait, ➔

→ représentatives du mouvement ouvrier de l'époque.

Les tentations xénophobes et racistes existent, impulsées à la fois par les gouvernements de droite et par l'extrême droite, issue en France des mouvements monarchistes et antirépublicains. Mais le fascisme transforme la donne : par la démagogie et la terreur, sur des bases xénophobes et racistes, dans le cas du national-socialisme allemand, il tente de regrouper dans son combat fondamentalement au service des grands groupes industriels, les déclassés et une partie du mouvement populaire.

La presse des années 20 et 30 est en effet remplie d'articles haineux contre l'immigration et contre les juifs (qui sont majoritairement des juifs étrangers venus de l'est de l'Europe qui ont quitté leur pays pour fuir la discrimination raciale et les pogroms et dont une large partie rejoint les organisations du mouvement ouvrier français).

Les fascistes à la française, qui suivent plutôt l'exemple italien, s'appuient sur le sort réservé aux anciens combattants, sur les scandales politico-financiers, sur la dégénérescence de l'Etat, pour promouvoir un Etat fort et en finir avec la République. La politique qu'ils préconisent, et en cela ils ont le soutien d'une grande partie du patronat et des milieux d'affaires, est une politique très antisyndicale.

La droite fascisante se retrouvera avec une grande partie de la droite classique et une fraction de la gauche d'avant guerre dans la collaboration.

Si l'on suit l'évolution des rapports de forces depuis la Se-

conde Guerre mondiale, les choses ont évolué.

En 1945, après la défaite hitlérienne en Europe et celle du Japon en Asie, le monde a changé. Les Etats-Unis sont devenus la puissance dominante. Ils ont contribué de manière décisive à la victoire sur la coalition fasciste et ils n'ont pas connu de guerre sur leur propre sol et ce depuis la fin de la guerre de Sécession en 1865 -, ce qui a renforcé leur économie et leur a permis de démultiplier leur industrie lourde. A l'est de l'Europe, c'est l'URSS qui gagne du terrain, sur le plan idéologique avec un prestige au zénith, au moins dans un premier temps, tandis que l'Europe, après le lancement de la doctrine du rideau de fer par Winston Churchill en 1947, est divisée durablement.

Pour sa part, il ne faut pas l'oublier, la France sera en guerre sans discontinuer jusqu'en 1962 - fin de la guerre d'Algérie -, sans compter les interventions militaires extérieures qui ne cesseront pas. Les huit années de la guerre d'Algérie sont marquées par un développement de l'autoritarisme, la pratique de la torture, les exécutions politiques, la censure, la répression. Dans les dernières années l'extrême droite s'en donne à cœur joie, développant même les attentats en France métropolitaine. C'est aussi cette guerre qui dresse des passerelles entre la droite conservatrice et les mouvements fascisants. La fin du conflit accompagne un large mouvement de décolonisation alors que le poids du « socialisme réel » se renforce dans le monde. On parle des deux super-puissances, voire de trois avec l'irruption de la Chine.



La fin des années 50, les années 60 et 70 sont marquées par l'émergence des luttes sociales et populaires et, dans le tiers monde, par la création du Mouvement des non-alignés et de la Tricontinentale.

Les choses ne sont donc pas figées.

Aujourd'hui, plus de vingt ans après la dissolution de l'URSS et la disparition politique des



Etats socialistes d'Europe, plus de cinq ans après la crise des subprimes, les repères se perdent. Le capitalisme se présente comme la seule possibilité, l'alternative existante ayant sombré. Les campagnes sur le coût du travail, sur l'ampleur des contraintes administratives deviennent vérité d'évidence. A l'échec des pays socialistes s'ajoute l'échec des politiques social-démocrates, notamment en Europe, qui sont incapables de juguler la crise et qui, sur-

tout, offrent les mêmes recettes économiques et sociales que la droite classique.

La crise, l'appauvrissement, la perte des acquis sociaux, le chômage de masse créent une situation particulièrement instable marquée par le manque de perspectives. C'est dans ce cadre, alors que la droite française a signé son échec en 2012 avec un large rejet, que l'on assiste à une montée des éléments les plus réactionnaires de la société qui tentent d'occuper

la rue et l'espace médiatique et qui arrivent à faire reculer sur des projets « sociétaux » le gouvernement. Celui-ci préfère maintenir le cap sur sa politique économique et sociale d'alliance de fait avec le patronat qui ne fait qu'enfoncer le pays et l'Europe dans la crise.

Cette montée de la droite conservatrice et réactionnaire ne se fait pas que sur des enjeux dits sociétaux. Elle se fait aussi contre les acquis sociaux, contre l'enseignement, contre les conventions collectives et pour la pénalisation des chômeurs. Il ne s'agit pas, contrairement à ce qu'a prétendu Manuel Valls, le ministre de l'Intérieur, d'un Tea Party à la française qui influencerait la droite classique. Ce mouvement encore diffus et qui semble inorganisé peut avoir pour vocation à se transformer en force politique d'une nouvelle manière agglomérant divers combats et revendications. Un mouvement social de droite, en quelque sorte.

La meilleure manière d'y répondre n'est pas d'y céder. Elle est dans le développement des revendications du monde du travail et dans leur satisfaction. La politique du renoncement du gouvernement actuel devant le patronat laisse la porte ouverte à la droite et renforce la désespérance qui fait le lit de l'extrême droite.

C'est en se battant sur ses propres revendications, en montrant qu'une autre politique est non seulement possible mais nécessaire, que le monde du travail pourra faire reculer dans les consciences la droite autoritaire et l'extrême droite. ▲

Jacques DIMET



RELEVONS ENSEMBLE le défi de l'innovation sociale

ASSUREUR D'INTÉRÊT GÉNÉRAL,
KLESIA est un organisme paritaire
à but non lucratif qui se concentre sur
la protection des personnes :
en complémentaire santé, prévoyance,
épargne retraite et action sociale.
Son action s'inscrit dans une démarche
responsable, tant à l'égard de
ses clients que de ses partenaires.

FILIÈRE LIVRE : SORTIR DE LA LOGIQUE LIBÉRALE

Les menaces qui planent sur les 150 000 emplois qualifiés du livre, présentées à tort comme une modernisation naturelle de la filière, font craindre des répercussions sur l'ensemble de l'« éco-système » livre, sur la lecture, et donc sur la démocratie. Il existe pourtant, contre cette logique libérale mortifère, un consensus pour l'intervention publique. Cent pour cent des élus ont récemment voté pour l'amendement Gaymard légiférant, fût-ce timidement, contre Amazon. Reste à transformer l'essai par la prise de mesures bien plus efficaces.

Le livre au cœur des contradictions du système
 Quand un secteur est jugé en crise, l'idée reçue est qu'il suffirait de l'adapter, de le moderniser, d'augmenter la « compétitivité » en baissant le « coût du travail ». On peut voir les ravages de cette logique dans toute l'Europe du Sud : les déflations salariales et les licenciements ne contribuent qu'à aggraver la

perte de croissance, l'atonie de l'économie.

Il n'y a pas crise de la filière livre : nous assistons à une crise mondiale, systémique, intrinsèque au capitalisme, dont le livre subit naturellement les effets tragiques.

Aujourd'hui, les contradictions internes au système se sont exacerbées et le rendent incapable de créer de l'emploi, notamment après les défis posés

par la révolution informatique. Dans la filière livre, les gains de productivité engendrés par l'impression numérique n'ont entraîné aucune politique de reconversion intelligente, de redistribution du travail, véritable « stratégie du choc » qui a traumatisé la profession et nous oblige aujourd'hui à redoubler de vigilance.

De plus, le capitalisme est aujourd'hui incapable d'enrayer ➔

→ la baisse du taux de profit, tendancielle au système, autrement que par la compression salariale (voir plus bas le système Amazon), ce qui détruit toute perspective de croissance à long terme.

Un mode de production fondé sur le profit n'a pas vocation à assurer l'emploi. Un mode de production qui privilégie la richesse en valeur au détriment des richesses matérielles n'a pas vocation à assurer la production. Prenons donc les choses en main, en mobilisant l'ensemble de la filière livre. Les menaces contre le livre ne datent pas d'hier mais nous sommes actuellement à un tournant. C'est un modèle de société qu'il faut choisir.

Le monde selon Amazon

Amazon est l'acteur principal d'une logique prédatrice générale que nous venons d'esquisser, considérant que tout problème économique est une question de compétitivité et non de services à rendre. Il est autant un symptôme qu'un facteur de crise.

Le géant américain propose un business model fondé sur une division par 18 de la masse salariale (cf. En Amazonie de Jean-Baptiste Malet) et une déqualification généralisée pour acheminer des livres sans intermédiaires. « Gain de compétitivité », « baisse du coût du travail » indéniables, mais qui ont les effets collatéraux suivants :

Disparition des libraires, premiers touchés : fini leur rôle d'agitateurs publics, de découvreurs, d'accompagnateurs.

Disparition des éditeurs qui ne seront plus mis en valeur (l'« édition sans éditeurs » et ses livres formatés prendront le relais).

Disparition des auteurs par manque de crédibilité, chacun étant ramené à l'activité de simple « blogueur » replié sur son écran, sans débat contradictoire.

Disparition des lecteurs : ayant accès à tout, sans réelle médiation leur permettant de se faire une idée, ils n'auront accès à rien de neuf.

Disparition anthropologique de la lecture par le repli vers d'autres médias, donc de certaines facultés humaines aussi importantes que l'attention, la concentration, l'esprit critique, etc.

Disparition de la « République des lettres », donc du peu de démocratie que nous avons pu conquérir et préserver.

Enfin, disparition de la confidentialité, car la circulation des textes passera systématiquement par les fourches caudines des grands monopoles d'internet : Amazon, Google et – désormais c'est officiel – NSA.

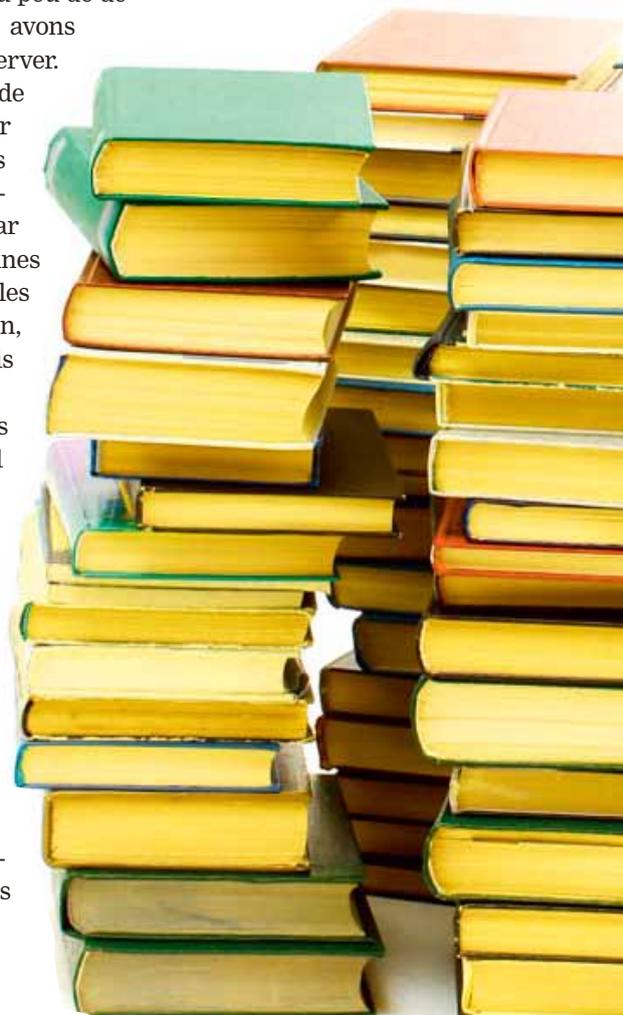
Sans parler des conditions de travail et du comportement voyou de l'entreprise par rapport à l'impôt, le modèle Amazon n'a même pas l'excuse d'apporter un progrès.

Il ne faut pas confondre progrès technique et progrès des « forces productives ». Les forces

productives, ce sont le progrès technique ET les capacités humaines.

Ici Amazon propose la mise en valeur de simples innovations techniques :

La banalisation de la lecture de fichiers numériques : c'est le principe de la circulation de textes sur internet et cela existe depuis plus de vingt ans. Ce n'est pas mauvais en soi, mais cela n'a rien à voir avec le livre. L'acheminement (d'ailleurs parfois hasardeux) des livres aux particuliers, chose que la chaîne du livre pourrait faire dans toutes les librairies. La Filpac CGT propose un plan livre en ce sens (voir plus bas) : il est beaucoup plus efficace de livrer 800 libraires de quartier que de prétendre livrer la France entière.



Mais ce progrès technique dont la filière livre peut s'emparer autrement s'accompagne, dans le cas d'Amazon, d'une régression des capacités humaines. Ici nous avons un cas classique d'entrave des forces productives par une logique capitaliste.

Le livre en danger de mort

Nous ne sommes pas dans la prospective : cette logique a déjà fait des ravages. On peut constater empiriquement depuis quelques années une évolution significative dans

l'« offre » du livre : la quasi-disparition des thèses, des sciences humaines, des traductions. On est pourtant au cœur de l'humanisme au sens strict : la possibilité de remettre en cause et d'améliorer ses propres valeurs par la comparaison avec des textes étrangers. Les grandes structures éditoriales n'assurent plus ce service et l'on voit également se multiplier, dans le domaine de la recherche, des éditions à compte d'auteur déguisé, sans aucun suivi ni relecture, sans rigueur typographique. Ensuite, dans le domaine plus « grand public » du roman, on assiste à la transformation du suivi des auteurs par le roman piloté par comité éditorial, selon les habitudes de la publicité. De la même manière, sont vendus sous le titre d'« histoire » des livres sans aucun sérieux archivistique où l'histoire devient simple story

telling. Enfin, sur internet, la vente par Amazon de livres présentés comme tels mais retenant le contenu d'articles de Wikipedia dont l'absence de sérieux est notoire. Autre « miracle » d'Amazon, la vente à prix bradés de livres tombés dans le domaine public est maintenant assurée sans vergogne, sans appareil critique, par simple reproduction d'éditions tombées dans le domaine public. Qui prétend lire Montaigne ou Rabelais sans notes infrapaginales ? Les ferons-nous lire ainsi à nos enfants ? Enfin, la logique de déflation salariale a un effet direct sur le pouvoir d'achat, le livre devient peu à peu un produit de luxe, comme c'est par exemple déjà le cas en Espagne : nous voici ramenés à l'époque d'avant le livre de poche. La disparition de la civilisation Gutenberg entraînera-t-elle avec elle la civilisation humaniste qu'elle avait engendrée ?

On observe donc un double mouvement : l'entreprise prend en main la création, mais elle perd elle-même son lien avec la création littéraire. Pour reprendre une formule célèbre de Marx, l'entreprise devient le condottière de la création littéraire et finit par livrer la guerre pour son propre compte. Et rajoutons : par perdre cette guerre.

Car l'ironie est que cette logique folle s'impose aux « vainqueurs » eux-mêmes. Amazon va scier la branche sur laquelle elle est assise, à l'ins-



→ tar de la Fnac, désormais contrainte de miser sur... la papeterie et l'électroménager ! Amazon comme la Fnac vont vendre de moins en moins de livres. On va bientôt assister à la migration du capital vers des zones plus rentables. Entre-temps, comme l'herbe après le passage d'Attila, le livre ne repoussera plus.

Il n'y a aucun mystère à cela. Une logique purement libérale nous fait en effet tomber dans les ornières du mode de production capitaliste et de sa loi générale, bien décrite par Marx : la baisse tendancielle du taux de profit. En effet, sous l'effet de l'augmentation de la productivité du travail, la part du travail mort (qui ne produit plus de plus-value et se transforme entièrement en capital) grandit. Si cette part-là grandit (en langage marxiste, on appelle cela « élévation de la composition organique du capital »), pour un même niveau donné d'exploitation, le profit baisse. Conclusion logique : plus Amazon met de monde au chômage, plus il est contraint de trouver des débouchés et des sources de profit ailleurs que dans le livre... après l'avoir réduit à une peau de chagrin.

Rappelons enfin cette autre loi intangible du capitalisme : profit et salaires fonctionnent en sens inverse. Il n'y a pas de limites, intrinsèques au système, à la baisse de prix de revient. La limite est celle que mettront les salariés et les acteurs du livre eux-mêmes.

On se rend donc compte que ces 150 000 personnes ne représentent pas uniquement leur travail en soi (ce qui est déjà considérable). Ils sont des garde-fous

qui nous empêchent de sombrer dans une déculturation, dans la barbarie.

Philosophie de la dérogation : sortir de la logique capitaliste

Dans la kyrielle de licenciements actuelle, la seule bonne nouvelle, c'est que les acteurs les plus touchés (les grandes enseignes Virgin, Chapitre) étaient ceux qui jouaient à fond le jeu libéral et s'éloignaient le plus de la création littéraire par un refus systématique de la diversité éditoriale et un formatage marchand. L'ancienne librairie Isabelle Desesquelles, dans son ouvrage Fahrenheit 2010, avait montré les ravages que peut créer la transformation d'un libraire en magasinier. Imagine-t-on une arrogance libérale telle qu'elle viserait à remplacer tous les restaurants par des chaînes de fast-food ?

Tout cela prouve que, de même que la logique du capital trouve toujours une limite dans la volonté des peuples eux-mêmes, le livre résiste en tant que livre, avec sa logique et ses exigences propres. En fait, la survie des librairies indépendantes montre les limites de la course au gigantisme. Après la faillite des grandes enseignes, ce sont les librairies indépendantes qui apparaissent désormais comme un véritable relais de croissance.

Nous n'avons donc aucun complexe à avoir, face à de prétendus libéraux pragmatiques. Rappelons-nous nos victoires. Nous avons réussi à imposer une loi de non-concurrence : la

loi dite Lang (en réalité, à l'initiative de Jérôme Lindon). Ne croyons pas que la loi nous ait été octroyée à la faveur d'une conjoncture favorable, tous les acteurs ont lutté pour cela. Ce système a protégé le livre. En Angleterre, depuis la fin du prix unique, les librairies indépendantes ont presque toutes disparues (une seule pour toute l'Ecosse).

Il s'agissait là de faire sortir le livre du marché, de le protéger par une logique dérogatoire. De même qu'il existait des éléments de capitalisme au sein du féodalisme, il peut exister des éléments de socialisme au sein du capitalisme. Sortons donc le livre de la logique marchande, pour que l'ensemble de la chaîne du livre se prenne en charge. Les arguments type Union européenne contre une prétendue « distorsion de concurrence » n'ont pas de légitimité concernant un secteur que nous avons légalement choisi, par la loi sur le prix unique, de faire échapper à la concurrence !

Le capitalisme inefficace, dangereux, régressif et antiproduitif (contrairement aux idées reçues) ne garde de richesses que ce qu'il peut valoriser. Il ne garde d'individus que ceux dont il peut tirer profit. Les autres sont voués soit à devenir de la chair à canon, soit à finir dans les nouvelles réserves indiennes du désespoir. Le capitalisme a pu financer le fascisme et le nazisme quand il s'est senti menacé. Les nazis ont brûlé les livres en place publique avant de brûler des êtres humains. Le capitalisme peut tout à fait souscrire à cette logique mortifère qui consiste à détruire le livre, la lecture, la création, l'es-



prit critique à petit feu. Il doit être remplacé par une société où l'activité, le développement humain, sont posés comme fin et non comme moyen.

Amazon relève ses profits dans une logique court-termiste au détriment de l'intérêt général. C'est donc un acteur capitaliste normal (fraude des impôts comprise). Ce qui est moins normal, c'est qu'un ministre du prétendu Redressement productif arbitre en son sens, alors que pourtant un véritable mouvement d'opinion se met en place actuellement.

République des lettres contre marché du livre

Un consensus général prône une politique interventionniste. Cent pour cent des élus ont récemment voté l'amendement Gaymard légiférant, fût-ce timidement, contre Amazon. Preuve que le débat ne porte pas sur l'intervention ou non de l'Etat. Il porte uniquement sur la manière de faire.

L'intervention de l'Etat est pour l'instant allée en deux sens.

Tout d'abord, il a prétendu aider les libraires indépendants à proposer des infrastructures de téléchargements de fichiers et de ventes dématérialisées. C'était une réponse ubuesque à Amazon : comment imaginer que l'on va ramener le public aux livres et à la fréquentation des librairies et bibliothèques en légitimant ce qui l'en éloigne, en développant les ventes par internet ou, pire, les ventes de téléchargement de fichiers numériques ? Mais surtout, c'était une réponse à un problème qui n'existe en fait

même pas : 1,8 % du marché global du livre, à comparer aux 6,4 % aux États-Unis (chiffres du New York Times, juin 2012), mais surtout 80 % de ce 1,8 %, est dû à la commande publique. Ensuite, l'Etat a enjoint les libraires à copier désespérément Amazon (voir l'engloutissement du Titanic 1001 libraires.com qui a coûté plus de 2 millions d'euros).

L'Etat était ici encore trop libéral car il a essayé d'intervenir comme un acteur dans la concurrence sans comprendre la logique dérogatoire qui imprègne le secteur du livre. Il faut au contraire donner tous les moyens aux travailleurs de la filière livre de prendre leur destin en main sur une base égalitaire et coopérative. Voici les propositions de l'Association de défense des métiers du livre (ADML) soutenues par la Filpac CGT :

Primo, nous demandons la stricte application de la loi sur le prix unique du livre, de façon à interdire la gratuité des frais de port sur internet.

Deuxio, une refonte démocratique des modalités des marchés publics des bibliothèques, mettant un terme aux dérives qui depuis quelques années ont conduit au désastreux monopole clientéliste qui partout détruit les librairies indépendantes. En effet, quelques dizaines de « grandes librairies » (Decitre, Mollat, Dialogue, etc.) ou « groupements/grossistes » (Libr'est, SFL, etc.) s'accaparent progressivement les marchés publics pourtant essentiels à l'équilibre des exploitations (souvent 20 % du chiffre d'affaires) de centaines de libraires indépendants.

Tertio, nous entendons faire

mieux mais surtout autrement qu'Amazon, en créant un comptoir coopératif national des éditeurs et libraires, fédérant toutes ces librairies indépendantes dans une structure coopérative d'intérêt public, permettant à chacun de ces libraires de proposer à ses clients le service « Demain chez votre libraire », qui garantit aux lecteurs d'avoir dans les 24 heures, dans leur librairie, le livre de leur choix (dans la librairie qu'ils auront géo-localisée sur le site du comptoir). Ce comptoir national s'inscrit dans un programme plus vaste de reconquête livresque du territoire, favorisant le maintien et l'implantation de librairies physiques (et les emplois qu'elles portent), partout en France.

(On lira sur ce sujet avec profit les deux livres du président de l'ADML, le libraire Dominique Mazuet, Correspondance avec la classe dirigeante sur la disparition du livre et de ses métiers ainsi que Critique de la raison numérique.)

Nous échapperons ainsi autant à la logique du gigantisme monopoliste qu'aux fantasmes autogestionnaires mal compris. Nous n'avons rien contre l'autogestion en soi mais elle suppose que l'entreprise autogérée ne soit pas soumise à la concurrence féroce d'acteurs privés. C'est pourquoi nous préférons de loin que l'ensemble de la filière livre assure un service viable et reconnu sur l'ensemble du territoire.

En effet, au-delà d'une intervention étatique intelligente, il s'agit de donner toutes les possibilités de création et d'initiative aux travailleurs du livre. ▲

Aymeric MONVILLE



Hollande rêve de Berlin

*Le président en rêve : appliquer à la population en France ce que le patronat allemand a obtenu outre-Rhin, la destruction des allocations chômage et de la retraite sociale. Voilà ce qui le rapproche de la chancelière. L'Allemagne est un eldorado pour les patrons, pas pour les travailleurs. Jamais le taux de chômage n'a été aussi bas (2,8 millions de chômeurs, 6,9 % - chiffres officiels septembre 2011) en Allemagne depuis l'unification avec la RDA. Un véritable « miracle économique ». Sauf si l'on tient compte des millions de chômeurs radiés ou des précaires dépendants de l'aide sociale... Comment est-ce possible ? **Décryptage.***

Quatre lois réformant le marché du travail ont été mises en place sous le gouvernement Schröder, lequel a perdu les élections en 2005 au profit d'Angela Merkel. Leur but est d'« inciter au travail et de lutter contre le chômage volontaire ». Ces lois permettent aussi aux autorités administratives de contrôler le mode de vie des ayants droit. Le déménagement d'une famille dont le logement est jugé trop luxueux peut par

exemple, en théorie, être exigé. Ces mesures ont été considérées par leurs détracteurs comme inquisitoriales et comme des intrusions dans la vie privée. Elles avaient donc entraîné d'énormes vagues de protestations.

Ces lois sont baptisées Hartz, du nom de Peter Hartz, à leur origine, alors directeur du personnel de l'entreprise Volkswagen. Il a été contraint de démissionner en juillet 2005, à la suite

d'une affaire de corruption. Il a été reconnu coupable en juillet 2007 d'avoir détourné des fonds de l'entreprise de construction automobile pour payer des prostituées et d'avoir fait prescrire du Viagra par les médecins de l'entreprise. Il a été condamné à deux ans de prison avec sursis et à une amende de 576 000 .

Loi Hartz I - entrée en vigueur en janvier 2003 : simplification des procédures d'embauche,



travail avec des conseillers de l'agence pour l'emploi qui propose, faute de mieux, des missions intérimaires.

Loi Hartz II - janvier 2003 : création de contrats Minijob (précaires à court terme) et Midijob (salaire entre 400 et 800 euros par mois) et incitation à la fondation d'entreprise.

Loi Hartz III - janvier 2004 : restructuration des agences nationales et fédérales pour l'emploi.

Loi Hartz IV - entrée en vigueur le 1er janvier 2005 :
réduction des indemnités versées aux chômeurs de longue durée qui refuseraient d'accepter des emplois en dessous de leur qualification ;
les chômeurs doivent accepter des postes pour un salaire de 1 euro l'heure (additionnel à l'allocation chômage qu'ils perçoivent) ;
possibilité de réduire les allocations des chômeurs dont les fa-

milles ont des économies. D'où la situation actuelle : 6,6 millions de personnes, dont 1,7 million d'enfants, dépendent des allocations Hartz IV, s'élevant à 359 euros par mois pour un adulte et à 215 jusqu'à 287 euros pour un enfant selon son âge.

Un euro l'heure

Depuis la mise en place des lois Hartz, la libéralisation du marché du travail, destinée à rendre l'Allemagne plus compétitive, a d'abord eu pour conséquence de reléguer les chômeurs de longue durée dans la pauvreté.

« La réforme Hartz s'appuyait sur le slogan "Fördern und fordern" [promouvoir et exiger]. Avec son entrée en vigueur, tous les chômeurs de plus de un an ont vu leurs allocations chômage diminuer jusqu'au niveau de la Sozial Hilfe, l'équivalent pour nous de l'ancien RMI. Pour ces chômeurs, la réforme signifiait une descente immédiate dans la pauvreté »,

détaille Brigitte Lestrade, professeur de civilisation contemporaine allemande à l'université de Cergy-Pontoise. Les recherches de cette spécialiste des questions d'emplois établissent aussi clairement un lien entre ces réformes et l'accroissement important du nombre de salariés précaires.

Afin d'« activer » les chômeurs, les lois Hartz ont choisi de s'attaquer en priorité aux « Anspruchdenker », les « profiteurs du système ». En clair, les sans-emploi accusés de se complaire dans leur situation aux frais du contribuable. Depuis 2005, le demandeur d'emploi doit faire des démarches « positives » bimensuelles, et peut surtout être contraint d'accepter un emploi moins payé que le précédent, plus éloigné ou en dessous de ses qualifications, sous peine de perdre ses subsides.

Conséquence : prolifération de deux nouveaux types de contrats : **1. Les Minijobs** : des contrats à temps partiel, payés 400 euros

par mois, qui permettent aux employeurs d'être exonérés de charges mais privent leurs bénéficiaires d'assurance maladie et travail. Ils n'ouvrent aucun droit à la retraite ou aux allocations chômage.

2. Les 1 euro-jobs, ces fameux contrats payés 1 euro l'heure : généralement pour des travaux d'intérêt public.

L'équivalent de l'Insee en France, le bureau Destatis rend compte de l'augmentation de la précarité et des formes qu'elle recouvre : entre 1999 et 2009, toutes les formes de travail atypiques se sont accrues d'au moins 20 %. Les Minijobs tiennent le haut du pavé, avec une augmentation de 47,7 %, simplement devancés par le boom de l'intérim (+ 134 %). Ces formes de contrats sont également très répandus chez les retraités : 660 000 d'entre eux combinent leurs pensions à un Minijob.

« Dumping salarial » pour rester compétitif

En mai 2011, les statistiques officielles faisaient désormais état de 5 millions de Minijobs. Plusieurs scandales ont éclaté en Allemagne ces dernières années, mettant en cause des grands groupes, accusés de « faire leur beurre » sur ces salariés précaires.

Certaines entreprises ont voulu tirer profit du système, privilégiant, par exemple, deux ou trois Minijobs, fiscalement neutres, à l'embauche d'un salarié en plein-temps. Ce fut notamment le cas de la chaîne Schlecker, leader des drogueries en Allemagne, accusée l'an passé par le syndicat Ver. Di de faire du « dumping salarial ». A l'époque, l'affaire avait

fait grand bruit, obligeant la ministre du Travail, Ursula Van der Leyen, à monter au créneau.

Plusieurs rapports ont également mis en avant les dérives d'un système qui s'apparente à une déflation compétitive : quand l'amélioration de la compétitivité passe par une baisse des coûts salariaux.

« Au niveau international, l'Allemagne se distingue comme une société à deux vitesses en ce qui concerne le marché du travail (...). En Allemagne, encore plus que dans les autres pays membres, les employés sans emploi fixe sont les principales victimes de la crise », concluait l'OCDE en janvier 2010.

Deux millions de salariés à moins de 6 euros l'heure

Les salariés occupant un Minijob ne sont en effet pas les seuls à être mal payés en Allemagne, **où aucune loi fédérale ne fixe de salaire minimum** (chaque branche d'activité dispose de sa propre grille de salaire, négociée avec les syndicats). Une situation quasi unique en Europe. Résultat, les travailleurs pauvres représentent près de 20 % des employés allemands.

En août 2010, un rapport de l'Institut du travail de l'université de Duisbourg-Essen a en effet établi que plus de 6,55 millions de personnes en Allemagne touchent moins de 10 euros brut l'heure - soit 2,26 millions de plus en dix ans. En majorité d'anciens chômeurs que le système Hartz a réussi à « activer » : les moins de 25 ans, les étrangers et les femmes (69 % du total).

Par ailleurs, 2 millions d'employés gagnent moins de 6 euros

l'heure outre-Rhin et, en ex-RDA, ils sont nombreux à vivre avec moins de 4 euros par heure, c'est-à-dire moins de 720 euros par mois pour un temps complet. Les allocations sociales permettent alors de compléter leurs ressources.

Un système contre-productif

En Allemagne, on les appelle les Aufstockers : ils travaillent en général moins de 15 heures par semaine, et vivent de leurs revenus du travail et des aides sociales. Début 2010, ils étaient aux alentours de 1 million, nombre en constante augmentation.

Pourtant, avec le système Hartz censé les inciter à reprendre un emploi, ils n'ont pas intérêt à travailler plus. Contrairement à ce que Martin Hirsch a cherché à faire en France avec le RSA, le supplément de salaire gagné est annulé par une perte d'allocation chômage.

« Le système Hartz n'est pas incitatif, c'est un leurre. En analysant les chiffres, nous avons établi que pour 100 de salaire, le travailleur perd 20 % de ses aides, pour 800 , il en perd 80 % », affirme Brigitte Lestrade.

Le « minimum vital digne » estimé à... 374 euros

A l'été 2010, en soustrayant le million d'Aufstockers des 4,9 millions d'actifs bénéficiaires de Hartz, on arrivait alors à 3,9 millions de chômeurs longue durée, vivant exclusivement des allocations. Au sein de cette catégorie, deux populations sont en première ligne : les familles monoparentales et les seniors.



Le problème des conditions d'existence des bénéficiaires de Hartz IV a pris un tour dramatique quand trois familles se sont portées partie civile devant la Cour constitutionnelle de Karlsruhe. En février 2010, le tribunal a finalement déclaré la loi Hartz IV constitutionnelle, mais a demandé au législateur de revaloriser l'allocation de base.

La Cour a notamment jugé que le mode de calcul retenu violait le droit au « minimum vital digne » garanti par la Constitution. De 359 euros par personne, l'allocation minimum a depuis été revalorisée à 374 euros...

Neuf millions de précaires ?

Pourtant, à l'instar de Brigitte Lestrade, auteure d'une étude sur les réformes Hartz IV (Cerfa, juin 2010), certains pointent la mise en place d'un système qui, par vases communicants, aurait progressivement fait passer plusieurs millions d'Allemands des listes de chômeurs à ceux de « quasi-chômeurs » ou travailleurs pauvres.

La chercheuse estime à 6,6 millions de personnes - dont 1,7 million d'enfants - les bénéficiaires de Hartz IV. Les 4,9 millions d'adultes sont en fait des chômeurs, des « quasi-chômeurs » [qui travaillent moins de 15 heures par semaine] ou des précaires. Les plus touchés sont les familles monoparentales et les seniors.

Une responsable de l'Arbeitsagentur de Hambourg (Pôle emploi allemand), souhaitant garder l'anonymat, ne cache pas sa colère :

« Qu'on arrête de parler de miracle économique. Aujourd'hui, le gouvernement répète que

nous sommes aux alentours de 3 millions de chômeurs, ce qui serait effectivement historique. La réalité est tout autre, 6 millions de personnes touchent Hartz IV, ce sont tous des chômeurs ou des grands précaires. Le vrai chiffre n'est pas 3 millions de chômeurs mais 9 millions de précaires. »

Chiffres « truqués »

Récemment, la polémique a été relancée après que le quotidien Die Welt a rapporté, dans son édition du 27 septembre 2011, que les chiffres du chômage des seniors sont « truqués ». D'après le journal conservateur, un chômeur de plus de 58 ans sur deux n'est plus répertorié dans les chiffres de la Bundesagentur für Arbeit.

Par une magouille comptable et dialectique, le Pôle emploi allemand aurait fait sortir 211 000 chômeurs seniors des listes. Le credo du « Silberschatz » [littéralement, le « trésor de l'expérience » des seniors], chanté par la ministre du Travail, Ursula Van der Leyen, qui répète que « les principaux bénéficiaires du redressement du marché du travail allemand sont les 58 ans et plus », a depuis pris du plomb dans l'aile.

Interpellé sur la question par le chef de file de la Linke, Klaus Ernst, le porte-parole du ministère du Travail a d'ailleurs dû reconnaître que « début 2011, seulement 43 % des seniors bénéficiaires du chômage étaient enregistrés sur les listes ».

Le chômage des seniors à la hausse

Intarissable, cette responsable

évoque également l'arrivée de un million de chômeurs supplémentaires dans les années à venir. Suite à la dernière réforme des retraites, l'âge légal de départ a été relevé de 65 à 67 ans. Or, près de un million de salariés disposent d'un contrat qui leur assure un départ à la retraite à leur 65e année.

Ils vont donc mécaniquement venir grossir les rangs des chômeurs. S'il s'agit d'un ajustement technique, les chiffres du chômage et les comptes sociaux pourraient se retrouver bouleversés pour une période de deux à trois années.

La question des chômeurs seniors est d'ailleurs le point le plus sensible de la réforme Hartz. Alors que le nombre de bénéficiaires de Hartz IV a officiellement reculé de 9,5 % entre 2006 et 2009, la part des plus de 55 ans a, elle, augmenté de 17,7 %. Avec pour conséquence un faible niveau de pension une fois à la retraite.

Ces retraités allemands obligés de retourner au travail

Ils distribuent des journaux, rangent les étagères dans les supermarchés, font des sondages par téléphone... Plus de 660 000 retraités allemands doivent travailler à temps partiel pour compléter leur pension. Un nombre en hausse constante : la multiplication des Minijobs et des faibles salaires donne nécessairement des retraités de misère.

Wolfgang, cinquante-sept ans, sert des parts de gâteau à la cafétéria d'un centre de soins dans le centre de Berlin. Cet homme

jovial est pourtant à la retraite depuis plus de deux ans. Après deux crises cardiaques, il a dû cesser son activité de chauffeur. Mais impossible pour lui de passer ses journées entre mots croisés et jardinage.

« En tant que retraité, je touche 525 euros par mois. Je paye un loyer de 440 euros. Avec le téléphone, le gaz, etc., il faut rajouter 150 euros. Et cela ne suffit pas. Il faut bien vivre de quelque chose, c'est pour ça que je travaille ici. » Wolfgang travaille donc 20 heures par semaine dans ce centre, et cela pour 390 euros par mois. C'est ce qu'on appelle un Minijob de ce côté du Rhin. Introduits par les réformes Hartz IV au début des années 2000, ces contrats permettent aux employeurs d'être exonérés de charges tant que le salaire ne dépasse pas les 400 euros par mois.

Paupérisation

Depuis, ils n'ont cessé de se développer dans tout le pays. Et nombreux sont les retraités à accepter ce genre de postes. Selon le ministère des Affaires sociales, plus de 660 000 seniors de 65 à 74 ans auraient un emploi à temps partiel. Et si certains pensent que tous ces retraités continuent de travailler par plaisir, Ulrike Mascher les contredit fermement. Elle préside l'association pour la défense des droits sociaux, VdK.

« Quand on voit dans quelles activités les retraités travaillent, ils portent des journaux à 5 heures du matin, ils rangent des étagères dans des supermarchés, ils font des ménages, ils travaillent comme portiers la nuit. Ce sont des activités qu'on ne fait pas parce qu'on veut rencontrer des collègues ou parce que cela nous

plaît mais parce qu'on a urgemment besoin d'argent car la retraite ne suffit pas. »

Alors certes, 660 000 retraités qui travaillent, cela ne représente que 3,3 % des personnes âgées de plus de 65 ans. Un chiffre que le gouvernement a vite fait de mettre en avant pour rassurer les masses. Mais le problème c'est qu'ils sont de plus en plus nombreux à faire partie de cette catégorie de population menacée de paupérisation. Ils n'étaient que 416 000 en 2000. Leur nombre a donc augmenté de plus de 58 % en dix ans.

Baisse déguisée du niveau des prestations

Selon Ulrike Mascher, cette tendance s'explique notamment par une forte hausse du coût de la vie dans la République fédérale : « Les prix ont augmenté dans beaucoup de domaines particulièrement importants pour les seniors, comme le chauffage ou la santé. » Cette inflation ne serait pas un souci si le niveau des pensions suivait. Mais, c'est là que le bât blesse, il a plutôt tendance à diminuer.

« Les pensions de l'assurance retraite allemande ont perdu 10 % de leur valeur durant les dix dernières années », précise la présidente de VdK. En cause : la hausse des Minijobs, ou des emplois à très faible rémunération. Ainsi, beaucoup de travailleurs ne réussissent pas à cotiser suffisamment pour s'assurer une retraite décente.

De plus, le gouvernement allemand a décidé en 2007 de relever l'âge légal de la retraite de 65 à 67 ans. Or l'âge effectif de départ à la retraite de ce côté du Rhin est

de 62,1 ans pour les hommes et de 61 ans pour les femmes, selon l'OCDE. Et le taux d'activité des personnes entre 50 et 65 ans n'est même pas de 70 %. Une hausse de l'âge légal de départ ne revient donc ni plus ni moins qu'à une baisse déguisée du niveau des prestations.

La « honte de demander les aides sociales »

Les seniors en situation de précarité peuvent demander une allocation complémentaire à l'Etat. Mais beaucoup s'y refusent. « Les gens qui ont travaillé toute leur vie ont honte de ne pas s'en sortir et de devoir demander de l'aide », assure Ulrike Mascher. Sans compter que les conditions pour l'obtenir sont draconiennes.

Selon les experts, la paupérisation des seniors ne va cesser d'augmenter durant les vingt prochaines années, notamment en raison du vieillissement de la population, particulièrement fort en Allemagne. Le gouvernement a donc annoncé l'ouverture d'un dialogue cet automne avec les représentants des retraités. Ulrike Mascher y sera.

Elle compte demander une hausse de l'allocation complémentaire car, « pour le moment, elle permet à peine de couvrir les besoins de tous les jours ». Mais sa première revendication est l'introduction d'un salaire minimum interprofessionnel. Car selon elle : « Des salaires de misère ne peuvent entraîner que des retraites de misère. »

En Allemagne comme ailleurs
J.G



Ce que les lois Hartz ont détruit

1. Le système d'indemnisation des chômeurs avant les lois Hartz

La loi Hartz IV supprime l'aide aux chômeurs à partir du 1er janvier 2005.

Allocation chômage et aide aux chômeurs avant Hartz

L'allocation chômage (Arbeitslosengeld) financée par les cotisations des salariés et des employeurs se substitue au salaire en cas de chômage. Elle s'élève à 60 % du dernier salaire net (67 % pour un demandeur d'emploi avec enfants) et est versée pendant une durée maximale de un an (ou de 18 mois pour les salariés de plus de 55 ans).

Après avoir épuisé leurs droits à l'allocation chômage, les chômeurs avaient, avant la loi Hartz IV, droit à l'aide aux chômeurs (Arbeitslosenhilfe). A la différence de l'allocation chômage, l'aide aux chômeurs est financée par l'impôt. C'est une prestation versée sous condition de ressources et sans limitation de durée en cas d'insuffisance des revenus. Toutefois, tout comme dans le cas de l'allocation chômage, son montant dépend du salaire antérieur. Le taux de remplacement est cependant inférieur, avec 53 % pour des personnes seules et 57 % pour les chômeurs avec enfants à charge.

Le système de l'aide aux chômeurs assurait dans le passé à ses bénéficiaires une certaine garantie – certes de moins en moins solide – des acquis professionnels : il ne pouvait pas leur être demandé d'accepter n'importe quel emploi. L'aide aux chômeurs avait donc un caractère hybride, ni prestation pure d'assurance sociale avec une finalité de salaire de remplacement, ni simple prestation d'aide sociale. Elle était versée par les agences pour l'emploi et non pas par les bureaux d'aide sociale. Elle était destinée aux chômeurs de longue durée sans ressources suffisantes, et non pas à toute personne avec de faibles **ressources en général**.

A l'instar de l'allocation chômage, l'aide aux chômeurs est fondée sur le Code de législation sociale, Sozialgesetzbuch (SGB), contrairement à l'aide sociale définie par la loi fédérale sur l'aide sociale. L'aide aux chômeurs, dont le montant est abaissé de 3 % chaque année, pouvait atteindre un niveau inférieur à celui de l'aide sociale. Dans ce cas, l'aide sociale venait compléter l'aide aux chômeurs.

2. La Sozialhilfe, le système d'aide sociale, avant Hartz

A partir de janvier 2005, l'aide sociale est quasiment supprimée. Seules les personnes de moins de 65 ans inaptes au travail et qui ne vivent pas dans une « communauté de besoins » (Bedarfs-gemeinschaft) pourront désormais en bénéficier.

L'**aide sociale** (Sozialhilfe) inscrite dans la loi fédérale sur l'aide sociale (Bundessozialhilfegesetz, BSHG) de 1961 constitue « l'ultime filet social ». Elle est financée par l'impôt et est versée par les municipalités. Elle est censée procurer un revenu minimum aux personnes qui ne peuvent subvenir à leurs besoins ni par leurs propres moyens ni avec le soutien de leur famille, des parents, du conjoint ou des enfants (principe de subsidiarité). L'aide sociale est destinée à toute personne se trouvant dans une telle situation de détresse ; elle a un caractère universel.

L'**aide sociale** est dispensée sous forme de services personnalisés (conseil), de prestations en argent (pour garantir le minimum de subsistance), de compléments pour subvenir à des besoins généraux ou spécifiques, d'aides versées dans les circonstances particulières de la vie (compléments au titre des besoins extraordinaires), d'allocations – plafonnées – de logement...

Des prestations en nature (vêtements) peuvent également être accordées. Les municipalités en charge de l'aide sociale peuvent appliquer des barèmes différenciés. L'allocation destinée à la personne considérée comme le chef de famille dépasse en général 300 euros par mois (avant aide au logement). 2,81 millions de bénéficiaires d'aide sociale ont été recensés en 2003 (JAB Nr.11/2004, p. 3).

Faire équipe avec vous où que vous alliez
La protection sociale professionnelle est une création continue



Audiens **et les professionnels** **de la presse et du livre**

Professionnels de la culture, de la communication et des médias, assurer votre protection sociale, c'est être votre partenaire retraite, concevoir des couvertures santé et prévoyance dédiées ou être à vos côtés grâce à l'accompagnement social et solidaire.

C'est aussi veiller à votre bonne santé par des actions de prévention, offrir l'accès aux soins pour tous dans notre centre de santé et imaginer des services, au plus près de vos professions.

Relevons ensemble les défis et donnons de l'avenir à vos métiers.



- RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
- ASSURANCE DE PERSONNES
- ACCOMPAGNEMENT SOLIDAIRE ET PRÉVENTION
- MÉDICAL
- SERVICES AUX PROFESSIONS



LA PROTECTION SOCIALE PROFESSIONNELLE
Culture • Communication • Médias